



Les autorités turques interdisent l'entrée du porte-avions toxique São Paulo

Un succès après des semaines de protestations publiques

Communiqué de presse

Aliağa, Turquie. Le 2 septembre 2022 - La Turquie a finalement interdit au porte-avions toxique SÃO PAULO d'entrer dans ses eaux territoriales. Depuis des semaines, des groupes locaux de défense de l'environnement et des droits des travailleurs, soutenus par des ONG internationales, protestent contre le voyage du navire du Brésil à Aliağa, exigeant le respect des conventions de Bâle et de Barcelone (Protocole d'Izmir).

"D'une magnifique marche publique avec la participation de milliers de personnes à Aliağa à des manifestations théâtrales dans le centre d'İzmir en passant par des déclarations publiques devant des bâtiments officiels, toutes ces personnes se sont rassemblées autour d'une seule et unique demande : arrêter ce navire toxique", explique Gokhan Ersoy, responsable du développement de projets à Greenpeace Méditerranée. "Les pétitions de signatures numériques et conventionnelles ont atteint plus de 150.000 personnes en un mois ! La volonté et l'engagement sans faille des citoyens ont forcé les décideurs à reconsidérer l'erreur qu'ils avaient commise".

La décision de Murat Kurum, ministre turc de l'environnement, de la ville et du changement climatique, intervient à la suite d'une injonction du tribunal fédéral de district visant à empêcher le départ du navire, qui n'a pas été appliquée, et du fait que le gouvernement brésilien et l'acheteur du navire n'ont pas produit et soumis un deuxième inventaire des matières dangereuses (IHM) afin d'identifier correctement les quantités de produits toxiques à bord du navire. En effet, un deuxième audit a été jugé nécessaire par la Turquie, des organisations de défense de l'environnement et des droits de l'homme ayant contesté la validité du premier.

"L'extraordinaire résistance contre l'exportation de ce navire intervient à un moment où cette partie du monde subit des dommages environnementaux intenses en raison de la politique de "porte ouverte" du gouvernement turc en matière de déchets ", déclare Asli Odman, de l'association Istanbul Health and Safety Labour Watch. "Aucun dumping environnemental ou social ne doit être autorisé pour permettre d'asseoir les normes environnementales sur une base solide. Notre lutte n'est donc pas seulement nationale".

Suite à l'annulation du consentement de la Turquie au mouvement transfrontalier, l'IBAMA (Institut brésilien pour l'environnement et les ressources naturelles renouvelables) a adressé une lettre à *Oceans Prime Offshore Agenciamento Maritimo Ltda*, la société exportatrice qui travaille avec l'acheteur *SOK*, afin d'organiser le retour immédiat du SÃO PAULO au Brésil. Cependant, à ce jour, la société qui contrôle le navire n'a pas encore fourni d'informations concernant le changement d'itinéraire.

"En collaboration avec le Réseau d'action de Bâle (BAN), BAN Asbestos France, l'Association Henri Pézerat (Travail, Santé, Environnement), le Secrétariat international Ban Asbestos (IBAS), İstanbul Isig Meclisi, Greenpeace Méditerranée et l'association brésilienne ABREA (Associação Brasileira dos Expostos ao Amianto), l'ONG Shipbreaking Platform demande maintenant aux gouvernements marocain, espagnol et britannique de stopper immédiatement le navire s'il tente de traverser le détroit de Gibraltar", déclare Nicola Mulinaris de l'ONG Shipbreaking Platform. "Il ne fait aucun doute que nous sommes témoins d'un cas évident de trafic illégal".

Contacts:

Jim Puckett, Basel Action Network, e-mail: jpuckett@ban.org, Phone: +1 206-354-0391

Annie Thébaud-Mony, for Ban Asbestos-France Association, email: annie.mony@gmail.com

Asli Odman, Istanbul Health and Safety Labour Watch, email: asliodman@gmail.com

NGO Shipbreaking Platform, e-mail: info@shipbreakingplatform.org, Phone, +32 (0)260.94.419